

Covid : Le nouveau protocole dans la tourmente

5-7 minutes

Après le Snuipp Fsu, c'est au tour du Se-Unsa de demander au ministre "de revoir d'urgence" le nouveau protocole applicable dans le 1er degré. Les organisations du 2d degré pourraient leur emboîter le pas tant le taux d'incidence des collégiens et lycéens grimpe vite. La question devient politique. La 4ème étude ComCor réalisée par l'Institut Pasteur montre qu'avoir des enfants à la maison augmente le risque d'être malade, particulièrement si l'enfant est en maternelle ou en élémentaire. Interrogé à l'Assemblée le 30 novembre, JM Blanquer affirme que le nouveau protocole satisfait parents et enseignants...

Se-Unsa : "revoir d'urgence les consignes"



"Alors que le pays connaît une 5e vague de Covid et qu'un nouveau variant inquiète au plus haut point, les règles sanitaires à l'école viennent d'être modifiées pour viser explicitement une limitation des fermetures de classes. Pour le

SE-Unsa, 2d syndicat du primaire, ces modifications engendrent un allègement incompréhensible de la protection contre la propagation du virus et génèrent un alourdissement incontestable de la charge de travail des enseignants du 1er degré. Le ministère doit au plus vite revoir ses nouvelles consignes dont l'application est impossible !", affirme le Se-Unsa. Le 26 novembre, le même syndicat jugeait les nouvelles consignes "incompréhensibles". Au regard du développement de l'épidémie et aussi des complications de la gestion des cas positifs le ton s'est nettement durci. " D'un point de vue sanitaire, la substitution de la règle de la fermeture de classe durant 7 jours, dès un cas positif, par celle du dépistage de tous les élèves de la classe concernée est incompréhensible en matière de stratégie de lutte contre la propagation du virus. Compte tenu du délai d'incubation, la fiabilité d'un retour des élèves réellement « négatifs » se trouve réduite par cette nouvelle règle", note le Se Unsa. Selon l'Institut Pasteur, le temps d'incubation du variant delta est d'environ 4 jours et demi. "Quant aux modalités de mise en oeuvre de cette suspension de classe suivie d'un retour à l'école au fil de l'eau et au gré des résultats des tests, elles relèvent tout simplement de l'impossible". Le syndicat prévient des tensions suscitées par le nouveau protocole avec les parents. Il "demande au ministère de revoir d'urgence ses consignes en redéfinissant de façon plus sécurisante la gestion des cas positifs et en supprimant la consigne du cumul présentiel/distanciel". La veille, le Snuipp Fsu, premier syndicat du primaire, avait demandé le retour à la règle de la fermeture dès le 1er cas. Sur le terrain les enseignants se heurtent aux premières difficultés. C'est notamment le risque de non déclaration par les parents. Telle enseignante sait, par la pharmacienne, que des

élèves sont malades alors que les parents n'ont rien dit. Comme le dit une autre enseignante, "avoir d'un côté le cas contact d'un camarade de classe qui revient dès le lendemain à l'école et de l'autre celui qui est cas contact interfamilial qui doit rester isolé 17 jours, ça va être dur à gérer".

L'étude ComCor atteste de la transmission par l'école

La nouvelle étude ComCor réalisée par l'Institut Pasteur avec la CNAM et IPSOS met bien en évidence le rôle de l'école dans la transmission de la maladie. Chez les plus de 40 ans avoir chez soi un enfant qui va au collège augmente le risque d'être contaminé de 30%. S'il va en élémentaire le risque est augmenté de 40% et de 60% pour la maternelle. Ce sont parmi les premiers facteurs de risque, aussi élevés que les boîtes de nuit.

L'enquête ComCor a été faite de mai à juillet dernier. Depuis la situation sanitaire s'est fortement aggravée. Aujourd'hui 15 départements (dont Paris) ont un taux moyen supérieur à 400. Sur les 50 premiers départements dans l'ordre alphabétique, 17 ont un taux supérieur à 300 chez les scolaires. Les Alpes maritimes par exemple ont un taux d'incidence de 321 chez les écoliers et 304 de 10 à 19 ans pour un taux départemental de 259. En Aveyron on a 348, 303 pour un taux moyen de 266. En Charente le taux d'incidence des écoliers est de 536, 278 pour les 10-19 ans. En Corse du Sud le taux est de 388 chez les 0-9 ans et 524 chez les 10-19 ans pour un taux moyen de 263. C'est pire en Haute Corse avec un taux des 10-19 ans de 699. En Lot et Garonne les nombres sont de 356, 421 et 297. Sur ces 50 départements le taux moyen du département est supérieur à celui des 0-19 ans dans 7 départements seulement. Partout ailleurs c'est l'école qui a le taux le plus élevé et qui est le vecteur de l'épidémie.

La question devient urgente et politique

Le taux d'incidence des 0 à 9 ans a largement dépassé le plafond des deux précédentes vagues. Pour les 10 à 19 ans, vaccinés à 75%, la montée est maintenant très rapide et proche du sommet de la dernière vague.

"Pourquoi ne pas opter pour le dépistage hebdomadaire systématique de tous les élève du primaire", a demandé le député LR Patrick Hetzel à JM BLanquer le 30 novembre. La question a fort énervé le ministre qui répond en disant que "si on faisait un florilège de vos interventions on n'aurait pas une seconde de civisme". C'est que pour JM Blanquer "l'expérimentation s'avère concluante" et "rencontre une certaine satisfaction des parents et des professeurs". Pour lui, "cette solution est la plus efficace pour maintenir les écoles ouvertes". Dans l'immédiat peut-être. Mais au vu de la montée en flèche du taux d'incidence et de la transmissibilité de la maladie, à moyen terme c'est moins sur...

François Jarraud

[Déclaration Se Unsa](#)

[Déclaration Snuipp Fsu](#)